



Phytos

Le collectif Sauvons les fruits et légumes veut des « homologations pleines et entières »

Publié le vendredi 18 mars 2011 - 19h39

« Les producteurs et l'ensemble de la filière des fruits et légumes ne sont pas partisans des dérogations » pour l'utilisation des produits phytosanitaires, « qui posent d'importants problèmes (logistique, incertitudes...) », a souligné le collectif Sauvons les fruits et légumes de France, vendredi, dans un communiqué.

« Faisant suite au nouveau règlement européen qui va entrer en vigueur en juin 2011 et au travail de la Commission sur les usages orphelins, ils attendent des autorités des homologations pleines et entières permettant seules d'appliquer plus pleinement encore les principes de la protection intégrée », explique-t-il.

« Les agriculteurs biologiques et conventionnels ont besoin de dérogations pour utiliser certains produits phytosanitaires homologués. Les restrictions règlementaires ont provoqué des usages orphelins », rappelle le collectif.

« Ces dérogations concernent majoritairement le secteur des fruits et légumes du fait de la diversité de produits et conditions de production. Pour la tomate, entre la production en plein champ et la production sous abris, les ravageurs ou parasites ne sont pas identiques ; les besoins de protection sont donc très différents », précise-t-il.

« Les dérogations sont accordées au cas par cas et pour des spécialités phytopharmaceutiques déjà autorisées en France ou dans l'UE. Dans ce dernier cas, elles ne font que corriger une distorsion de concurrence, sans aucune atteinte à l'environnement ou à la sécurité des consommateurs », ajoute le collectif. « Ces dérogations ne sont pas automatiquement délivrées et elles sont toujours limitées dans le temps. »

« Ces usages se font dans le strict respect des LMR (limite maximale de résidus) fixées par l'Union européenne qui, rappelons-le, sont les plus draconiennes au monde. Ces dérogations sont accordées sur la base d'études démontrant que ces molécules ne présentent aucun risque pour la santé des agriculteurs, aucun risque pour la santé des consommateurs et aucun risque pour l'environnement », met-il aussi en avant.